

**Protection des données personnelles
- «Bouclier vie privée» - Réponse de
M. Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, à une
question écrite au Sénat
(Paris, 23 mars 2017)**

Le nouveau dispositif «Bouclier vie privée» désigne un ensemble de principes établis par les autorités américaines, sur la base desquels les entreprises américaines s'auto-certifient, afin de pouvoir échanger des données personnelles entre entreprises européennes et américaines. Le cadre juridique, significativement renforcé, contient de nombreuses limitations, des mécanismes de supervision et de recours, protégeant des interférences illégales et des risques d'abus répandant, ainsi aux exigences de la Cour de justice de l'Union européenne.

La nouvelle décision offre un cadre juridique plus protecteur pour les transferts transatlantiques de données personnelles : son champ d'application est précisé. Les voies de recours sont plus clairement énoncées et les autorités de contrôle européennes y sont associées ; ainsi les ressources du Médiateur ont été élargies et ses capacités d'action développées. L'accès aux données des autorités publiques, pour des raisons de sécurité nationale, et la collecte de masse des données personnelles sont précisés. La collecte de masse ne pourra avoir lieu que lorsque l'usage de discriminants n'est pas possible pour des raisons techniques et opérationnelles et devra être limitée à des «objectifs de renseignement étranger spécifiques». Enfin, en matière de protection légale, l'encadrement des transferts ultérieurs à des États tiers est renforcé.

Cette évolution du paysage juridique constitue un premier pas dans le rétablissement de la confiance transatlantique en matière de protection des données personnelles. Néanmoins, la mise en oeuvre effective du «Bouclier vie privée» dépend désormais de la publication, par le procureur général américain, de la liste des États européens qui pourront, en cas de litige, bénéficier des mécanismes de voies de recours. Les autorités françaises veilleront à ce que la nouvelle administration américaine élabore cette liste dans les plus brefs délais.

Même si certains points de l'accord auraient mérités d'être renforcés (sur la collecte de masse ou les transferts de données vers les pays tiers notamment), l'urgence était à l'adoption d'un cadre permettant la stabilité juridique des transferts de données garantissant un niveau élevé de protection alors que, selon les données recueillies par la Commission européenne, le volume des flux de données entre l'UE et les États-Unis est le premier au monde.

Selon le secrétaire américain au Commerce, «les échanges commerciaux entre l'Europe et les États-Unis dépendant du transfert de données s'élevaient à 260 milliards de dollars».

L'absence d'un tel cadre juridique aurait été préjudiciable aux entreprises européennes, y compris aux entreprises françaises, en particulier, les petites et moyennes entreprises européennes n'ayant pas les moyens de mettre en oeuvre un cadre juridique alternatif robuste, puisqu'en l'absence de réelles offres alternatives européennes, les autres outils de transferts de données restent juridiquement fragiles. Alors que la société Digital Rights Ireland a formé, le 27 octobre 2016, un recours devant le Tribunal de l'Union européenne contre cette nouvelle décision d'exécution (essentiellement pour non-respect des articles 7, 8 et 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne), des améliorations au «Bouclier vie privée» pourront être recherchées à l'occasion de la révision annuelle qui permettra d'examiner les conditions de sa mise en oeuvre et lors de la révision devant tenir compte, en 2018, de l'entrée en vigueur du règlement sur la protection des données./.

(Source : site Internet du Sénat)